

grève contre
ion nationale
tion mardi, la
page 16).

et de débats
néral», avec,
ble appel à la

ont retrou-
passion» ou-
ut-être. Les
vement sou-
r de Pierre
nt le 25 no-
Autour d'Es-
vaincre et
d'autres in-
ne « universi-

veuve-Méry
ne Chemin

et de cé-
-modèle
vé, selon
édi

pris eux-
ins com-
souvent
au péril-
rnyeux
famille,
gars se
ensemble,

s souve-
Cultivés
taculaire
distribu-
illes» et
urissent
nvisible,

Ar. Ch.

Jean-Pierre
al de l'Union
e l'Hérault,
et aussi fort
il existe une
sociaux, que
tpellier, à la
DF, chez les
le transports
arriers du

iffus» s'ap-
tembre 1995.
note que la
Télécom, le
à celle du
Roussillon.
tence d'une
». Car, pré-
lait à une
s'est bien

les Monin

commission, et les socialistes la
question préalable.

« RETARD DRAMATIQUE »

Des voix dissonantes, et non des
moindres, se sont également expri-
mées parmi les députés UDF.
Certes, le président du groupe,
Gilles de Robien, a indiqué, mardi,
que la plupart d'entre eux voteront
le projet de loi de programmation ;
mais il a fait part des « regrets » des
élus UDF à la suite de la publica-
tion d'un encart publicitaire du mi-
nistère de la défense sur la réforme
du service national : « Deux jours
après les déclarations du président
Jacques Chirac, qui précisait que le
Parlement allait être appelé à légifé-
rer, on a eu l'impression que la déci-
sion était déjà prise. C'est une erreur
manifeste, et on l'a dit au premier
ministre. » Olivier Darrason (UDF-
PR), rapporteur de la mission d'in-
formation de l'Assemblée sur
l'avenir du service national, s'était
insurgé contre cette publication
« choquante ».

Tout en minimisant ces réti-
cences, M. de Robien a admis

TDR

PCR-Hérault

Le silence des députés, le mut

ÉTRANGE MARDI. La veille, le premier mi-
nistre, Alain Juppé, avait enfin présenté les
grandes lignes d'une réforme fiscale, sans
cesse promise, longtemps différée. Le lende-
main, les députés devaient commencer l'exa-
men de la loi de programmation militaire, qui
entérine la plus importante réforme de l'ar-
mée jamais entreprise depuis l'institution de
la conscription. Un mardi comme celui-là,
dans les couloirs du Palais-Bourbon, d'habi-
tude, ça se remarque. On s'enflamme, on
conteste, on critique, on applaudit, on se féli-
cite. En un mot, on réagit.

Mardi 4 juin, il y avait bien, certes, quelques
arpeilleurs professionnels : Pierre Méhaigne-
rie (UDF-FD), es qualités de président de la
commission des finances, se félicitant d'une
réforme « qui bouscule » ; Philippe Auberger
(RPR), rapporteur général du budget, espé-
rant modestement qu'elle « permettrait de te-
nir jusqu'à l'été » ; Jean-Pierre Thomas (UDF-
PR), retrouvant avec bonheur son rôle de Don
Quichotte des économies fiscales ; Patrick De-
vedjian (RPR), indéfectible partisan d'Edouard
Balladur et sempiternel contestataire, ironi-

sant sur le pillage des idées ballad
le premier ministre : « Moins d
après, il reprend à son compte le p
dur et il réussit à le vider de son cor

Mais au-delà ? Que pensent-ils
cent cinquante députés de la maj
moins d'un an, juste après. L'
Jacques Chirac à l'élection préside
plaignaient de la lenteur et du ma
bilité de la politique de réforme en
gouvernement. L'automne dern
blaient devant l'ampleur du mouve
et rendaient le premier ministre
de leurs malheurs. Aujourd'hui, il
Au cours de la réunion du groupe
après-midi, en présence d'Alain Ju
de Montesquiou a sans doute expr
timent partagé par la plupart de se
« Je pose une question de contribu
toyen. On nous dit qu'on va baisser
réduire les dépenses publiques. Pou
t-on pas fait plus tôt ? »

L'humeur la plus répandue, ma
couloirs, était au mieux, l'indifféren
l'absence. Leur proposait-on vra

La carte électronique d'assuré social
sera généralisée à la fin 1998

LE PROJET de « carte à puce »
pour les assurés sociaux, expéri-
menté depuis cinq ans par la Caisse
nationale d'assurance-maladie des
travailleurs salariés dans quatre dé-
partements et inscrit dans l'ordon-
nance sur la maîtrise des dépenses
de santé promulguée fin avril,
commence à prendre corps. Le di-
recteur de la Caisse nationale, Gé-
rard Rameix, a confirmé, mardi
4 juin, que la carte électronique
d'assuré social (Vitale) sera généra-
lisée aux quarante-sept millions
d'assurés du régime général d'ici à
la fin de 1998.

Le conseil d'administration avait
approuvé, le 28 mai, le plan de
montée en charge de l'informatisa-
tion de toutes les transactions
entre les assurés sociaux, les pro-
fessionnels de santé et les caisses.
Au-delà de la modernisation de la
gestion, ce projet marque une
étape capitale dans la mise en
place d'une politique de suivi de
l'activité médicale et de la consom-
mation de soins. Son coût est esti-
mé à environ 4 milliards de francs
pour les caisses.

CARNET DE SANTÉ FIN 1999

Dès 1997, dix millions de cartes
Vitale 1, ne comportant que des
données administratives pour
toute la famille, seront distribuées
par soixante-deux caisses (Bre-
tagne, Nord, Nord-Est, Sud-Ouest).
Elles remplaceront la carte en pa-
pier actuelle et comporteront,
comme elle, les données adminis-
tratives prouvant que son déten-
teur a bien droit à l'assurance-ma-
ladie. Les caisses de Blois, Evreux,
Nice, Tours et Versailles diffuse-
ront Vitale 2, qui comporte, en
plus, un espace destiné à accueillir
le futur carnet de santé électro-

nique. Fin 1998, quatorze millions
de personnes supplémentaires au-
ront reçu Vitale 2.

Fin 1999, l'ensemble des ressort-
issants du régime général seront
dotés de la carte avec le volet ad-
ministratif, le carnet médical et,
éventuellement, un volet pour l'as-
surance complémentaire. Vitale
contiendra alors les données médi-
cales inscrites dans le carnet de
santé (maladies, actes, prescrip-
tions), que le gouvernement a déci-
dé de généraliser (d'abord sur pa-
pier) à partir de l'automne 1996,
mais elle ne servira pas à payer le
praticien.

Quand un patient se rendra chez
un professionnel de santé, qui dis-
posera aussi d'une carte, ce dernier
saisira l'acte réalisé (cotation, prix),
puis transmettra ces données à la
caisse. En revanche, les médecins
continueront à remplir une ordon-
nance. A l'horizon 2000, les huit
cent cinquante millions de feuilles
de soins traitées chaque année au-
ront disparu, et 80 % des échanges
entre caisses, assurés et profession-
nels se feront électroniquement.
Cela implique, selon la Caisse na-
tionale, la reconversion de huit
mille sept cents agents chargés de
traiter les feuilles de soins.

M. Rameix a annoncé une réu-
nion sur l'informatisation des cabi-
nets médicaux, le 7 juin, entre les
caisses et les syndicats médicaux.
Les médecins libéraux devront
obligatoirement s'informatiser
dans les deux ans. La Caisse na-
tionale a décidé de financer le lecteur
de cartes et le modem nécessaires à
la transmission des données, mais
le micro-ordinateur restera à la
charge des praticiens.

Jean-Michel Bezat

Les subventions ont fa

ALORS QUE la majorité des sec-
teurs agroalimentaires sont forte-
ment perturbés par la crise de la
« vache folle » et par la flambée
des cours des céréales, la commis-
sion des comptes de l'agriculture
de la nation, qui devait se réunir
mercredi 5 juin, a publié des
chiffres sur le revenu des agri-
culteurs, qui donnent une note
franchement optimiste.

Le volume des livraisons de pro-
duits agricoles a progressé, en 1995,
de 2,5 %, pour atteindre un niveau
sans précédent. Parallèlement, la
valeur ajoutée de cette branche a
augmenté de 1,9 %. Le désendet-
tement des exploitants continue, et
la relance de l'investissement se
manifeste. Enfin et surtout, le reve-
nu net agricole par exploitation au-
ra augmenté de 12 %, après une
progression de 15,7 % en 1994.

L'application de la réforme de la
politique agricole commune (PAC),
pour la troisième année consé-
cutive, se traduit par une forte aug-
mentation des subventions nation-
ales et communautaires : près de
40 milliards de francs, en hausse de
5,5 milliards par rapport à 1994. Au
total, l'agriculture aura reçu 50 mil-
liards de francs de subventions



Comm
d'explo

d'exploita
tion de ?
alors que
continue
sont les s
l'élevage
soutiens
que les p
gel des
économie

Dans grande université Californie **USA**
Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2
Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.
12 mois (15, si anglais faible) + poss. emploi rémunéré 1 an.
Cours, logement, repas inclus (Prix : 11 600 \$)
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA
CEPES (1) 45-51-23-23

Respec
Jose
62, rue